

*Transports aériens*

J'ai écouté attentivement la plus grande partie du discours du chef de l'opposition et j'ai remarqué qu'il n'avait pas parlé du tout de la décision qu'avait rendue la Commission canadienne des transports ni de la défense présentée par l'organisme même que la motion de l'opposition officielle remet en question. Je trouve cela pour le moins plus qu'étrange. Si on doit traiter d'une question aussi complexe et importante que les transports, il me semble que l'on doit réfuter les arguments étayant la décision à laquelle on s'oppose. Quoi qu'il soit, j'y reviendrai dans une minute. En fait, le parti conservateur s'attaque à la mainmise d'Air Canada parce qu'il rejette sans examen tout argument sérieux favorisant le secteur public au Canada.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Nous ne devrions pas fermer les yeux—je le dis très franchement au chef de l'opposition—parce qu'il a dit en passant qu'il semblait satisfait de constater qu'Air Canada réalisait un profit et qu'il a laissé entendre que la politique actuelle du parti conservateur ne menaçait aucunement Air Canada.

Je voudrais citer la critique financier du parti conservateur, ou du moins l'un de ses critiques, car ils changent d'un jour à l'autre. Le député de York-Simcoe (M. Stevens) est en règle générale considéré comme étant le porte-parole financier du parti conservateur. Je vais vous rappeler ce qu'il a dit au sujet d'Air Canada et je pense que la population canadienne, en particulier celle des régions qui dépendent d'Air Canada devrait prendre bonne note de ses paroles. Je tire cette citation du hansard du 27 mai 1977, à la page 6020. Elle se lit comme suit:

... quand les media, l'un après l'autre, nous ont appris que le ministre étudiait des moyens de remettre Air Canada entre les mains de l'entreprise privée, nous avons pensé que c'était par là qu'il fallait commencer à diminuer de façon constructive l'emprise du gouvernement.

Si cela ne signifie pas la liquidation d'Air Canada, je me demande alors ce que cela veut dire. Mais juste au cas où cette déclaration ne semblerait pas claire, je précise que la critique financier du parti conservateur du Canada a déclaré ainsi qu'il est rapporté deux pages plus loin dans le hansard:

Leur nombre ne doit plus augmenter mais diminuer.

Il fait allusion aux entreprises publiques. Il a poursuivi ainsi:

Nous devrions commencer à nous défaire de quelques sociétés de la Couronne au lieu d'en créer d'autres.

Il a fait précisément allusion à Air Canada.

**Une voix:** Quelle honte!

**M. Broadbent:** Nous ne devons donc pas nous bercer d'illusions quant à la position du parti conservateur à l'égard d'Air Canada, car son critique financier, du moins lorsqu'il parle au nom de son parti, déclare qu'il voudrait s'en débarrasser. Le chef de ce parti, comme c'est souvent le cas d'ailleurs, n'a absolument pas précisé sa position. Il a fait une allusion à la possibilité que les conservateurs veuillent conserver Air Canada. J'insiste sur le fait qu'il n'a rien dit de formel, mais qu'il y a fait allusion si bien que le seul commentaire explicite dont nous disposons est celui émanant de son porte-parole pour les questions financières, lequel a déclaré qu'il se débarrasserait d'Air Canada. Voilà donc quelle est la position des conservateurs.

Je voudrais revenir maintenant sur nos arguments qui, eux sont à caractère positif et appuient le rôle d'Air Canada. Je ne

voudrais cependant pas manquer l'occasion de faire deux remarques capitales. Le parti conservateur du Canada qui s'était traditionnellement fait le champion de l'entreprise privée dans certains secteurs, tente maintenant de ménager la chèvre et le chou dans le présent débat en prétendant d'une part qu'il est en faveur d'Air Canada et de l'autre qu'il ne l'est pas. On ne peut être pour et contre à la fois.

**M. Dionne (Northumberland-Miramichi):** Vous avez raison pour une fois.

**M. Broadbent:** Les libéraux applaudissent. Voici venu leur tour. Si nous croyons qu'il est difficile de comprendre la véritable position des conservateurs, que dire de celle du gouvernement actuel?

**M. Woolliams:** Je savais que vous alliez vous en prendre à eux.

**M. Broadbent:** Je le répète, on avait pu croire jusqu'au 1<sup>er</sup> août, si j'ai bien compris les libéraux, qu'ils favorisaient, peut-être à contre-cœur, une économie mixte et qu'ils recourraient à l'entreprise privée, si nécessaire, mais nécessairement à l'entreprise privée pour prendre certaines mesures de mauvaise grâce.

Il est certain que, depuis le 1<sup>er</sup> août, l'esprit de R. B. Bennett s'est échappé de son tombeau pour venir inspirer non seulement le contre-gouvernement, mais encore traverser le parquet de la Chambre et dominer complètement le gouvernement du Canada. Dans le cas des conservateurs, on peut parler de «remise à l'entreprise privée» avec un petit «r», mais si Votre Honneur me permet l'expression, il faut mettre un «R» majuscule quand il s'agit du gouvernement du Canada. Aucune politique du gouvernement ne permet de croire qu'il a une pensée sérieuse. C'est en réaction à ce qu'il a perçu comme étant une tendance économique dans notre pays qu'il a décidé d'adopter une position conservatrice. Si le gouvernement, d'après les sondages, perd de mois en mois la faveur populaire, c'est en partie parce qu'il préfère abandonner ses principes plutôt que d'y tenir, même si les principes qu'il abandonne ainsi ne sont en fait rien de plus que sa conception plutôt particulière d'une économie mixte.

● (1622)

La position actuelle du gouvernement sur cette question illustre mieux que toute autre chose cette réalité. Quelle est la politique du gouvernement? On est censé avoir effectué une étude sur cette question depuis deux ans. Je croyais que le ministère avait terminé cette étude et que nous aurions maintenant la possibilité d'en prendre connaissance. Mais on ne l'a pas divulguée.

Lorsque Air Canada a présenté à la Commission canadienne des transports une soumission pour tenter d'acquiescer Nordair, le gouvernement a-t-il pris position? A-t-il clairement exprimé ses vues quand à la concurrence? S'est-il prononcé sur la question du choix entre le secteur privé et le secteur public? A-t-il proposé une politique claire et cohérente dans le domaine du transport aérien régional? A-t-il fait part à la Commission de ses vues sur l'une ou l'autre de ces questions?

Non, le gouvernement a gardé le silence, car autrement, il lui aurait fallu prouver qu'il prenait l'initiative, ce que, nous le savons tous, il n'a pas fait depuis bien des années.